

LE JOUR, 1951
8 MARS 1951

POLITIQUE LIBANAISE (SUITE)

Est-ce trop demander ? Nous voudrions plus de consistance dans notre politique et dans la conduite générale de nos affaires.

Ce pays prend de plus en plus une allure débraillée et démagogique qui ne nous plaît pas. Nous n'ignorons rien des particularités qui le singularisent et nous en tenons compte ; mais, compte tenu de tout, il n'est pas suffisant qu'on nous réponde que la critique est aisée et que l'art est difficile. Cette vieille histoire de la critique et de l'art nous la savons depuis longtemps. Si la forme de l'art qu'on nous propose en politique doit durer et faire école, il faut alors faire son deuil du bon sens, des leçons de l'expérience et de pas mal de perspectives d'avenir.

Notre politique, comme elle est, ressemble aux prêts à la petite semaine. Cette forme abusive du crédit n'a rien de rassurant ni d'enchanteur. A chaque échéance il faut abandonner une fraction de son patrimoine ; ce n'est pas ainsi que l'on construit.

On nous dira : pourquoi tenez-vous ce langage ? Vous êtes en période électorale et vous avez un gouvernement provisoire par définition. **Ce sont, il nous semble, deux bonnes raisons pour que nous parlions comme nous parlons**, parce qu'il faut à ce pays et à ses habitants un climat politique plus sain et des horizons moins illusoires. Il n'est pas un secteur de l'Etat où il ne faille lutter contre quelque absence ou quelque abandon.

Un climat politique et social ne se fait pas en un jour ; il se défait et se ruine en tout cas plus vite qu'il ne s'établit. Un climat politique favorable ne peut être que le fruit d'une longue persévérance, d'une longue patience.

Or, c'est notre impatience qui s'allonge. Allons-nous marcher longtemps à reculons ?

Nous pouvons tirer des élections qui viennent un parti précieux ; **les élections**, ne l'oublions pas, **c'est le gouvernement en puissance**. Habituellement, le gouvernement sort de la chambre. Il nous faut une chambre qui discute et qui contrôle. Il nous faut de même un gouvernement qui ne fasse pas oublier à la chambre son devoir.

Un ensemble de concessions réciproques, sans frein ni limites, du gouvernement et de la chambre, nous a conduits à l'état où nous sommes. L'air que nous respirons a besoin d'être renouvelé et la mentalité politique réformée. Si nous ne nous ressaisissons pas nous irons d'abus en désordre et de désordre en abdication.